

Editorial

Afrique et géopolitique moderne

Adapter la lutte pour l'inscrire dans la modernité...

Cameroun: Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire, le 8 janvier dernier, pour "corruption d'agent public étranger" mettant en cause le groupe pétrolier Total et ses activités au Cameroun.

Un **clandestin** africain a été retrouvé mort, le 15/01, dans le train d'atterrissage d'un avion de la compagnie aérienne belge Brussels Airlines. L'homme, âgé entre 20 et 30 ans, serait d'origine gambienne.

Une constitution pour l'interdépendance africaine?

SOMMAIRE

Éditorial

I	Kofi Annan	2
II	ONU: Bilan mitigé	2
III	Objectifs OMD: mission impossible	3
IV	Afrique: Economie moribonde	3
V	Vers un président de l'Afrique?	4
VI	Le mois des assassinats en Afrique	5
VII	Aux Etats Unis	5
VIII	En quête d'identité	6
IX	L'Afrique censure le Net	8
X	Liens	8
Annonces - Liens		

Nous sommes nombreux lésés et blasés, au cœur de la Diaspora africaine, réduits à l'impuissance devant la gestion politique économique et sociale de nos gouvernements d'origine, rêvant sans cesse de nous battre pour que nos enfants ne soient pas comptés parmi les générations sacrifiées. Nous sommes plus d'un à espérer l'avènement de la démocratie non falsifiée et d'une vraie liberté politique, à croire en une Afrique compétitive, maître de son destin et des ses ressources, capable de choisir ses dirigeants et ses politiques sociétales et économiques en toute sécurité.

Pour beaucoup, le combat politique a pris naissance dans un fort sentiment de frustration à la suite des nombreux actes inconstitutionnels de ces dirigeants politiques africains, de l'indignation née du soutien ou parfois de l'indifférence des chancelleries occidentales face aux pratiques politiques moyenâgeuses des gouvernants d'Afrique, de la mort d'une personne chère ou de la simple sympathie pour le respect des droits humains et du peuple noir.

L'engagement individuel s'est cristallisé dans des formes et domaines de lutte divers, passant par l'art - musique, toiles, sculptures, danses, etc. -, à l'écriture, sans oublier les différentes formes de contestations pacifiques. Au-delà de nos différences sur les moyens et les méthodes de lutte, c'est la conviction et l'espérance de pouvoir influencer les décideurs afin de contribuer à changer la situation

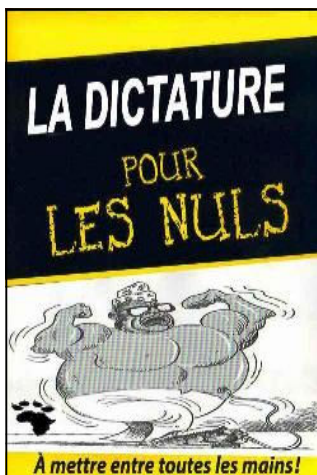
présente en faveur des populations les moins bien lotis. Ce capital d'énergie dont la genèse est notre affect était ce qui jadis avait porté les combattants de la liberté au devant de la scène politique dans les années passées, quand la présence des réseaux occidentaux se confondait avec la colonisation et l'usurpation.

La conviction politique et l'ardeur militant suffisaient pour porter les partis politiques et les leaders au devant de la scène politique et du pouvoir. Aujourd'hui, la donne a changé. Les incessantes mutations du monde, la complexité de la géo-économie moderne et la politique ultralibérale poussée jusqu'à la prédation ont, semble-t-il souillé, les convictions politiques d'antan.

La spécialisation, la professionnalisation et l'organisation en réseaux constituent aujourd'hui les atouts majeurs de la lutte. La capacité économique des réseaux, des firmes ou des groupes engagés semble être aujourd'hui l'arme absolue pour mener les combats vers l'autodétermination des peuples africains. L'ascension fulgurante de la

Chine depuis quelques années ou les exemples d'intégration-disparition-prédation des grandes sociétés entre elles nous interpellent. Qu'un groupe indien puisse acheter le deuxième producteur d'acier dans le monde, qui plus est, une société appartenant aux anciens maîtres, permet de croire à des lendemains meilleurs pour l'Afrique et ses peuples.

Suite page 2...



Afrology Think Tank du continent africain...

Le groupe attend vos contributions ou analyses sur le continent. Une adresse <http://www.afrology.com>

Image du mois

Kofi Annan...



Succès - Bilan mitigé - Régress... Défendre les intérêts des États membres ne suffit pas toujours...

Kofi Annan fut le septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le premier à sortir des rangs du personnel. Il a entamé son premier mandat le 1er janvier 1997. Le 29 juin 2001, sur recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale l'a réélu par acclamation pour un second mandat, commençant le 1er janvier 2002 et s'achevant au 31 décembre 2006.

Une fois élu Secrétaire général, il s'est donné comme tâches prioritaires de revitaliser les Nations Unies par un programme complet de réformes, de renforcer l'action traditionnelle de l'ONU dans les domaines du développement et du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de défendre les droits de l'homme et de propager le respect de la légalité et des valeurs universelles d'égalité, de tolérance et de dignité humaine qui figurent déjà dans la Charte des Nations Unies, et de rétablir la confiance de l'opinion publique dans l'Organisation en l'ouvrant à de nouveaux partenaires et, selon ses propres termes, en « rapprochant les Nations Unies des peuples ».

Kofi Annan est né à Kumasi (Ghana) le 8 avril 1938. Il a étudié à l'Université scientifique et technologique, à Kumasi, et a achevé sa licence d'économie au Macalester College, à St. Paul (Minnesota) aux États-Unis, en 1961. En 1961 et 1962, il a fait des études de troisième cycle en économie à l'Institut universitaire des hautes études internationales, à Genève. En 1971 et 1972, en qualité de Sloan Fellow au Massachusetts Institute of Technology, M. Annan a obtenu son diplôme de maîtrise en sciences de gestion.

Le 10 décembre 2001, le Secrétaire général de l'ONU a reçu le prix Nobel de la paix. Lorsqu'il lui a décerné ce prix, le Comité Nobel a noté que M. Annan avait joué un rôle déterminant pour ce qui est d'insuffler une nouvelle vie à l'Organisation. Le décernant également à cette dernière, il a dit que son intention était de proclamer que le seul chemin praticable vers la paix et la coopération mondiale passait par l'ONU.

Editorial

Au niveau du combat pour la liberté, il convient donc d'apprendre à s'approprier de nouvelles méthodes de lutte en réseautage, afin d'infléchir les rapports de force et d'acquérir les capacités, y compris celle de nuisance pour faciliter les négociations vers des dénouements si nous voulons une réelle indépendance. Nous devons créer nos propres réseaux en tant que minorité dans le monde des échanges et du marché à l'exemple des Indiens d'Amérique qui reviennent en force, non pas en scalpant les visages pâles aujourd'hui maîtres de leurs terres à chaque coin de rues, mais en intensifiant les activités économiques de leurs réseaux détenteurs de grands hôtels et de casino au pays de l'Oncle Sam. Peut-être nous faudra-t-il racheter nos propres ressources pour notre liberté ?

Sur le plan politique, l'Afrique n'a pas d'alternative face à la mutation des enjeux et combats politiques postcoloniaux. Son indigence sur le marché des échanges internationaux doit l'amener graduellement vers des systèmes intégrateurs, de type fédéraliste. C'est en unissant nos forces et en harmonisant les pôles de compétences qu'on peut espérer changer la donne. On ne peut plus se permettre à l'heure des grands ensembles régionaux, de favoriser la compétition au pays du Nord en continuant les luttes fratricides et en luttant en rangs dispersés. Pour une fois que les failles du système peuvent profiter à ceux qui savent s'y prendre, il faut arrêter de s'auto-flageller en acceptant de se poser non plus comme spectateur mais acteur dans un jeu mondial fratricide. A défaut, le fossé économique et social déjà trop grand ne fera que s'approfondir sans compter que l'Afrique va devoir aussi faire face aux défis environnementaux pour conserver son milieu naturel. Les dirigeants de l'Union africaine ne pourront pas faire l'économie d'un véritable progrès vers les États-Unis d'Afrique. Il convient de mettre fin aux pratiques antiques qui n'honorent pas toujours l'Afrique.

Bonne et heureuse année à tous. Puissent les bénédictions divines se concentrer sur l'Afrique en 2007 et au-delà.

Kokou Roger Hounnou pour Afrology



Afrology s'associe à Unida pour présenter les condoléances à la famille du juge Kéba Mbaye. L'Afrique perd un grand nom. Le décès du Juge Kéba MBAYE, père de la réforme OHADA et Président fondateur de l'Association UNIDA et du site www.ohada.com, suscite une émotion considérable ; il est du devoir de l'association UNIDA et votre site www.ohada.com de permettre à tous ceux qui le souhaitent d'exprimer à la famille du Juge Kéba MBAYE leurs condoléances et leur reconnaissance pour l'oeuvre accomplie par le Président Kéba MBAYE au service de l'unité, de la prospérité et de la paix en Afrique et dans le monde.

Afrology

URGENCE



DARFOUR

Kofi Annan, un bilan mitigé...

"Rapprocher les Nations Unies des peuples", telle était la préoccupation de Kofi Annan (Prix Nobel de la Paix). Dès le début de son premier mandat le 1er janvier 1997, il entreprend l'élaboration d'un plan de réformes intitulé " Rénover les Nations Unies ". Il avait cru possible de mettre en route une grande réforme comprenant l'élargissement du conseil de sécurité et l'augmentation du nombre de membres permanents, afin de mieux refléter les réalités géopolitiques de l'heure et non celles de 1945. Hélas, c'était sans compter avec l'égoïsme des grandes puissances. Ce fut donc un échec. Kofi Annan n'aura pas non plus vu la résolution du millénaire conflit israélo-palestinien, ni celui plus récent du Darfour. Avec le deuxième mandat vont commencer les ennuis. Il ne pourra pas empêcher le déclenchement de la guerre d'Irak en 2001, par exemple. L'Irak, encore et toujours, avec le fameux scandale Pétrole contre Nourriture...

L'économie africaine devrait croître de 5,6 pc en 2007, à la même allure qu'en 2006, continuant ainsi sur la lancée des trois dernières années, ce qui constitue un tournant radical après des décennies de stagnation économique.

Malgré cela, indique un rapport des Nations unies "Situation et perspectives économiques 2007", rendu public récemment à Addis Abeba, la croissance de l'Afrique, si forte soit-elle, ne permettra pas d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui devraient réduire la pauvreté de façon appréciable et améliorer les conditions de vie sur le continent.



Présentant ce rapport, M. Hakim Ben Hammouda, directeur du commerce et de l'intégration régionale à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a noté qu'il s'agit d'un travail qui porte sur l'économie mondiale et donne une idée globale sur l'ensemble des régions, ajoutant que les services de la CEA sont en train de finaliser leur propre rapport sur l'Afrique qui sera rendu public fin mars.

En attendant, il a présenté le rapport "Situation et perspectives 2007", document selon lequel "la plupart des pays africains ont été incapables de maintenir des taux de croissance suffisamment élevés à moyen terme".

De 1998 à 2007, note le rapport, seuls "sept pays africains ont atteint un taux de croissance réelle du PIB de plus de 7 % en moyenne, chiffre que certains estiment être le taux minimum pour faire diminuer de moitié l'extrême pauvreté dans la région d'ici 2015. Si tel est le cas, peu de pays arriveront à atteindre les OMD au vu des tendances actuelles".

D'après le rapport, l'augmentation récente du PIB, si forte soit-elle, n'a pas débouché sur les créations d'emplois attendues, ce qui fait sérieusement douter de la capacité du continent à réduire la pauvreté. L'Afrique du Sud en offre un exemple, toujours selon le rapport, car l'augmentation impressionnante de son rendement ne s'est pas traduite par une réduction visible des taux de chômage et de sous-emploi.

La croissance en Afrique n'est pas la même selon les pays et les sous-régions, les pays exportateurs s'en tirant mieux que ceux qui importent leur pétrole. En Afrique du Nord, l'activité économique a bien rebondi et est passée de 5 % en 2005 à 6,1 % en 2006, indique le rapport. En Afrique subsaharienne (à l'exception du Nigeria et de l'Afrique du Sud), la croissance de la majorité des économies de la région se situe entre 3 et 7%.

Des pays subsahariens ont vu leur économie croître de plus de 7 % en 2006 et ils devraient maintenir des niveaux de croissance similaires en 2007. La plupart des pays exportateurs de pétrole comme l'Angola et le Soudan, ont enregistré des taux de croissance du PIB de plus de 10 %, ce qui reflète la solidité des revenus du pétrole ainsi que la robustesse des dépenses publiques.

La croissance a été particulièrement forte en RD du Congo, au Liberia, au Mozambique et au Sierra Leone, où la hausse des prix des métaux et les activités de reconstruction d'après conflit ont permis une forte expansion du PIB.

Pour ce qui est de l'impact de l'annulation ou de la reconversion de la dette de nombre de pays africains, il faudra peut être attendre la fin de l'année en cours pour pouvoir en saisir les données, a dit M. Ben Hammouda. Il a souligné aussi qu'en dépit des taux de croissance très élevés, réalisés par la plupart des pays en développement dont l'Inde et la Chine, l'économie américaine et occidentale, en général, continue toujours de jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale.

16/1/2007 - MAP - <http://www.menara.ma>

Afrology

Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur <http://www.afrology.com>

Benjamin N'gbechi

"La paix est, en réalité, la première variable en économie". Cette phrase extraite du message de nouvel an du Dr Alasane Dramane Ouattara aux Ivoiriens suffit à elle seule à traduire la situation difficile qu'a traversé l'économie nationale au cours de l'année qui vient de s'achever. En effet, la guerre a un impact fort négatif sur les activités des opérateurs économiques, sur l'économie nationale et sur celle des pays de la sous région. Car nul n'ignore que la crise qui secoue et divise le pays en deux depuis septembre 2002 est un facteur qui ne favorise pas du tout le développement des affaires et qui est un frein aux investissements.

Économie moribonde

La situation de conflit a poussé de nombreuses entreprises à délocaliser dans certains pays de l'UEMOA. Finalement, la Côte d'Ivoire qui était une destination prisée en raison de sa légendaire stabilité subit, en toute impuissance, le détournement des investissements vers d'autres destinations. Au Sénégal par exemple, l'on assiste actuellement à un boom dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie dû non seulement à l'afflux de capitaux étrangers, mais aussi et surtout à la délocalisation d'opérateurs préalablement installés en Côte d'Ivoire. Les entreprises qui ont pris le risque de rester sur place rencontrent d'énormes difficultés.

Compte tenu de la morosité du marché, elles tournent au ralenti. Pour survivre, la plupart d'entre elles ont été obligées de réduire leur personnel, grossissant ainsi le nombre déjà important des chômeurs. La guerre que vit la Côte d'Ivoire a consacré, de fait, la partition du pays. Cette situation pousse les opérateurs économiques des pays de l'hinterland qui avaient l'habitude d'utiliser le port autonome d'Abidjan à détourner leurs trafics vers les ports de Tema et d'Accra au Ghana ou de Lomé au Togo. Même si certains d'entre eux sont revenus au port abidjanais, le manque à gagner est considérable pour les caisses de l'Etat de Côte d'Ivoire. Il en est de même pour les recettes fiscales et douanières provenant de la zone Nord du pays contrôlée depuis le déclenchement du conflit par les Forces Nouvelles (FN).

En définitive, en 2006 la relance économique annoncée n'a pas eu lieu. Selon le Président du Rassemblement des Républicains (RDR), "aujourd'hui tous les indicateurs sont au rouge et les nombreux chocs de ces dernières années ont contribué à fragiliser encore plus les fondements économiques de la plupart de nos entreprises". La pauvreté s'est accrue pour passer selon certaines statistiques à plus de 40%.

sans vote et sans les citoyens africains ?

Ekoué Amaïzo



Loin des idées préconçues et des a priori négatifs sur l'Afrique, loin des images négationnistes sur les calamités passées orchestrées contre les peuples africains, les responsables africains sont en train de préparer en silence des modifications structurelles des institutions africaines existantes pour faire face collectivement aux enjeux futurs.

Le défi reste le même : comment assurer un développement respectueux des populations sans que cela se fasse sur le dos de la justice sociale ? Les thèmes sont nombreux et on peut rappeler pêle-mêle quelques-uns : la citoyenneté africaine, la démocratie, le respect des droits humains, la sécurité, la justice sociale, le développement des infrastructures, l'intégration régionale, la libre circulation effective des biens, des personnes et des capitaux sur le continent, l'environnement sanitaire, l'assurance sociale, l'éducation, le droit au logement, le droit à la propriété collective, la création d'emplois décents notamment pour les personnes sans qualification parmi les jeunes et les femmes, la culture de l'innovation, et bien sûr, tous les problèmes liés à la préservation de l'environnement et les conséquences du changement climatique sur le continent...

Pour un partenariat intelligent

En réalité, la plupart des économies africaines sauf exceptions comme l'Algérie, la Libye, l'Afrique du sud et la Tunisie sont souvent obligées de recourir à des solutions budgétaires qui supposent une intervention des bailleurs de fonds directement ou indirectement dans la gouvernance du pays. Il devient urgent de s'assurer que les lois de finance des États africains soient organisées en deux volets de manière à ce que les apports non prévisibles des bailleurs de fonds ne viennent pas perturber ou retarder le minimum que les États africains peuvent réaliser avec le peu de ressources dont ils disposent, à supposer que la corruption ne vienne pas entraver cette noble entreprise au service de la population.

L'avenir de l'Afrique passe alors par un partenariat intelligent et non limité aux partenaires traditionnels qui doivent aussi accepter la loi de la concurrence et de la compétition mondiale. En effet, il existe des partenaires qui ne sont intéressés que par la commercialisation des matières premières ou ressources africaines non transformées. D'autres, par contre, proposent de plus en plus de transformer sur place les ressources africaines, permettant ainsi de créer des emplois locaux décents et contribuant à une diffusion de l'indépendance économique au niveau africain. Les décideurs africains au même titre que les citoyens africains qui ont le privilège de pouvoir voter en toute transparence et sécurité devraient nécessairement privilégier le deuxième type de partenaires.

Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) après avoir été édulcoré en faisant la part belle à une approche libérale mal digérée se doit d'être mis à jour en tenant compte des contraintes de l'interdépendance. Seul le partenariat intelligent devrait alors être retenu. Il en est de même de la mise en œuvre des grandes stratégies proposées par l'Union africaine. En réalité, les objectifs affichés par les chefs d'État africains ne posent pas de problème majeur. La mise en œuvre et les moyens font souvent défaut.

Sur les moyens, il revient aux dirigeants africains eux-mêmes d'essayer de consacrer plus de ressources au service de leur population à partir des ressources que le pays a en propre. Sur la mise en œuvre, il y a un vrai problème car de nombreux décideurs sont des héritiers des méthodes et institutions issues de la colonisation et peinent à accepter un partage de responsabilité avec d'autres acteurs de la société civile, notamment

les organisations à but lucratif considérées comme le secteur privé ou les organisations non gouvernementales, associations et autres coopératives formant les maillages de la stabilité sociale en Afrique. En effet, la relation est trop souvent de type conflictuel alors qu'il devrait s'agir d'un système d'autorégulation et de contre-pouvoir avec des alternances naturelles en terme décisionnel. Le partenariat intelligent commence à l'intérieur des frontières africaines et s'arrête là où commence la prééminence de la défense des intérêts des plus influents aux dépens de ceux qui sont sans défense.

Habituer les populations à choisir leur chef démocratiquement

C'est aussi cette approche moyenâgeuse et "vieux jeux" consistant à vouloir tout faire sans impliquer les populations sauf pour venir adouber les décisions prises sans la participation des citoyens qui doit faire l'objet d'une modernisation accélérée. Le problème de fond est posé : l'Afrique peut-elle sérieusement prétendre avoir une voix écoutée dans le concert des nations si une partie assez importante de ses responsables continue de diriger sans véritable légitimité et que les décisions continuent à se prendre finalement sans un véritable mandat des citoyens africains ?

Le partenariat intelligent ne peut donc faire l'économie de traiter avec le monde extérieur sans trouver une solution au partenariat entre acteurs locaux. Cette relation ne doit pas, sous couvert d'institutionnalisation, devenir une sorte de kermesse où les séminaires et autres réunions finissent par sortir des listes impressionnantes de recommandations non budgétisées qui s'apparentent à des vœux pieux sans responsables précis pour les mettre en œuvre. Il va falloir donc s'assurer que les Africains, à tous les niveaux, puissent arriver à établir des budgets sur des projets précis et apprendre à les mettre en œuvre sans avoir recours à l'approbation de certains intervenants extérieurs, lesquels n'apportent pas toujours une valeur ajoutée pour l'Afrique.

Le problème qui ressort en filigrane revient à trouver des modalités institutionnelles et fonctionnelles, dépouillées des interférences régulières des politiques, afin d'organiser dans la transparence une démocratie participative à l'échelle des régions et du continent. Cette démocratie participative ne pourra se faire sans une organisation collective.

Vers un chef de l'unité africaine

Un exemple non homogène de peuples, de cultures et de langues, organisé sur la base de frontières et institutions souvent héritées de la colonisation ou calquée sur celle de l'ex-métropole, fait que l'Afrique des 53 États n'arrive pas encore à prendre conscience des enjeux collectifs pour vraiment accepter de s'organiser sérieusement en réseaux d'interdépendance économique sur certains sujets clés. C'est ainsi que les 46 chefs d'État et de Gouvernement qui se sont rendus en Chine n'ont obtenu collectivement que "la construction d'une salle de conférence pour l'Union africaine". Pourquoi pas un hôpital continental mettant en commun les médecines traditionnelles séculaires de la Chine et de la l'Afrique ? C'est aussi cela le partenariat intelligent. Eh bien non ! Rendre service à la population africaine en priorité n'apparaît pas vraiment comme la priorité des priorités...

Le modèle post-colonial de l'État nation imposé de l'extérieur a fait distendre la notion de citoyenneté africaine et celle concomitante de la délégation démocratique et alternative du pouvoir. Sans transparence, les décisions dites politiques et centralisées finissent, avec le temps, par ne plus cacher la réalité de l'absence d'efficacité dans les faits. Seul l'autoritarisme semble prévaloir avec des populations qui adhèrent à l'auto-censure pour "survivre". Un tel paradigme ne peut constituer l'avenir de l'Afrique où justice sociale rimerait avec développement.

....Suite page 7

SOCIÉTÉ Janvier: Le mois des assassinats en Afrique



Patrice Lumumba

Patrice Émery Lumumba, "le verbe", comme disait de lui Aimé Césaire, fut le premier homme à occuper le poste de Premier ministre du Congo (Léopoldville) entre juin et septembre 1960. Il est né le 2 juillet 1925 à Onalua (territoire de Katakombes au Sankuru) au Congo belge (actuelle République démocratique du Congo). Le MNC et ses alliés remportent les élections organisées en mai et, le 23 juin 1960, Patrice Émery Lumumba

devient le premier premier ministre du Congo indépendant. Mais pour les autorités belges (et les compagnies minières, probablement) l'indépendance ne se voulait pas pleine et entière. Lumumba est assassiné le **17 janvier 1961** au Katanga avec la complicité du président Joseph Kasa-Vubu.

Les États-Unis et la Belgique sont en grande partie responsables de la mort de Lumumba. Les États-Unis de Kennedy voulaient l'éliminer pour éviter un basculement du géant africain dans le communisme et la Belgique voyait en lui et ses thèses d'indépendance économique une menace pour ses intérêts économiques notamment dans le secteur minier. Ces deux pays ont soutenu l'effort de guerre de Mobutu contre les Maï-Maï. Les mercenaires belges ont fait l'opération Omegang pour écraser la résistance Maï-Maï au Kivu. Le meurtre de Lumumba a été élucidé par la justice belge sous l'impulsion de François Lumumba qui a porté plainte contre X, et du sociologue belge Ludo de Witte.

Le gouvernement belge a reconnu en 2002, une responsabilité dans les événements qui avaient conduit à la mort de Lumumba.

Afrology

*Sentinelle, que dis-tu de la nuit ?
La nuit est longue mais le jour vient !*

13 janvier 1963: Coup d'Etat au Togo, le président de la République Sylvanus OLYMPIO assassiné. Etienne GNASSINGBE Eyadéma a publiquement revendiqué l'avoiron abattu, à bout portant, par des balles tirées en pleine poitrine et au bas-ventre avant de lui sectionner, au couteau, les veines des poignets. Puis, avec la baïonnette de l'arme, il lui taillada la cuisse gauche tout en expliquant fièrement à ses camarades : "C'est comme ça que je faisais en Algérie pour m'assurer que mes victimes



Sylvanus Olympio

étaient bien mortes". Le président OLYMPIO agonisa longuement ainsi au sol en se vidant de son sang, dans d'atroces souffrances. C'était le premier coup d'Etat sanglant de l'Afrique indépendante, fomenté par les réseaux du tristement célèbre Jacques FOCCART, ministre français de la coopération du gouvernement dirigé par Charles de Gaulle. Pour cet assassinat dont l'organisation fut confiée aux bons soins du commandant Maïtrier, cet officier français qui commandait la gendarmerie nationale togolaise, on eut recours à la manipulation de demi-soldes démobilisés de l'armée française à la fin de la guerre d'Algérie.

La lutte politique de Laurent-Désiré Kabila remonte au début des années soixante de l'ethnie Luba. Après ses études secondaires, il se rend à Paris. D'août 1960 à janvier 1961, il lutte contre la gendarmerie katangaise dans les rangs de la jeunesse du Parti Balubakat (Jeubakat). Jason Sendwé, chef de la Balubakat, le parti qui regroupe les membres de leur ethnie commune, celle des Lubas du Katanga, remarque ses talents d'orateur et le nomme "colonel" des jeunes, en fait des milices Balubakat au Katanga. Ces milices se rallient à l'insurrection déclenchée par les forces lumumbistes en 1964. D'après le témoignage de Che Guevara qui essaya d'appuyer les maquisards de Kabila établis à Fizi, sur les rives du lac Tanganyika en 1965, Kabila et son groupe étaient plus contrebandiers que rebelles. Guevara considérait qu'ils ne réussiraient jamais à se transformer en une force révolutionnaire. Le maquis de Kabila parvient à se maintenir pendant une trentaine d'années. Il ne dépasse pas les limites d'un territoire exigu et est relativement toléré par le régime mobutiste.



Durant la première guerre du Congo, la coalition (Rwanda, Ouganda) le place à la tête de l'AFDL. Mobutu Sese Seko est renversé en mai 1997. Après la fuite du dictateur, il s'auto-proclame Président.

Le **16 janvier 2001**, il sera assassiné sans aucun mobile apparent par son garde du corps Rashidi Kasereka. Le Docteur Mashako Mamba présent à cet instant, tentera vainement de le ramener à la vie. Le procès des auteurs présumés de l'attentat a été très contesté par la communauté internationale. Trente personnes ont été condamnées à mort, dont le colonel Eddy Kapend, mais à l'issue de ce verdict, on a affirmé aussitôt que l'enquête continuait.

letogolais.com

PUBLICATIONS

Aux Etats-Unis d'Afrique



Le dernier de Abdourahman Wabéri: Plaidoyer humaniste pour l'unité du monde

Le nouveau roman d'Abdourahman A. Waberi nous met en scène un autre monde. Un monde où la pauvreté et la misère ont en fait changé de camp. Puisqu'elles se sont installées en Europe. Et puisque le centre du monde et de son dynamisme, ce sont les États-Unis. Mais pas les États-Unis que nous connaissons, ici et maintenant. Puisque ces États-Unis là, ce sont les États-Unis d'Afrique.

Bienvenue à Asmara, USA (United States of Africa). Dès votre arrivée à l'aéroport "Léopold Sédar Senghor International" d'Asmara, ne serait-ce qu'en flânant dans la galerie duty free, vous serez saisi par l'opulence et par la richesse qui émane de cet avant-goût de cette cité phare de l'Érythrée, capitale fédérale des États-Unis d'Afrique.

Car, dans ce monde, l'Afrique est un continent synonyme de richesse et de prospérité, de mégapoles opulentes et de centres d'affaires dynamiques.

Un continent à la pointe des arts, de la culture, de la mode et de la technologie. Un continent qui rayonne tant par les travaux érudits publiés par l'Université de Gao ou l'Académie de Gorée, par ses artistes et ses savants réputés, que par les technologies nouvelles produites dans la fameuse "Silicium Rift Valley" ou ces

engins de mort sortis des usines high tech du fameux complexes militaro-industriels d'Assab.

L'Afrique : continent mère de l'Humanité qui domine le monde. Un autre monde soumis au rythme effréné d'une mondialisation dont le synonyme le plus approprié est... Africanisation. Un autre continent miséreux et implorant aurait vraiment bien besoin de connaître une telle "Pax Africana". Et cet autre continent n'est autre que l'Europe.

Abdourahman Ali WABERINÉ en 1965 à Djibouti, Abdourahman Ali Waberi a quitté son pays en 1985 afin de poursuivre des études en France, à Caen. Écrivain et professeur d'Anglais, il est l'auteur d'une thèse sur le Somalien Nuruddin Farah, et a signé des romans, des essais, des nouvelles, des poésies et des contes.

Introduction

Une décennie à peine après les mouvements sociaux contestataires de l'Establishment politique africaine post soixante, à la genèse des tentatives de démocratisation du continent noir, on assistait interloqué et anxieux à l'apparition insidieuse de l'intégrisme politique à coloration islamique en Afrique noire. La violence manifeste des moyens d'expression de cette plaie du monde moderne et les valeurs non-contemporaines qu'elle revendique n'ont pas été les seules raisons qui ont suscité l'angoisse des consciences africaines averties.



Il y avait aussi le fait que le peuple, meurtri par l'absence de libertés et d'horizons, se laissait manipuler par l'immixtion dans une lutte qui n'est pas sienne, un combat fallacieux et insidieux qui lui réclamait sa chair, son corps et son sang, sa progéniture et son avenir alors même que la lutte pour la liberté démocratique avait du plomb dans l'aile et que le tissu national un peu partout se délabrait et s'imbibait déjà du sang des innocents et des martyrs de la liberté. L'expérience traumatique de la société algérienne, violemment touchée par la fièvre intégriste de la dernière décennie du vingtième siècle n'a pas découragé ceux qui, nostalgiques d'une époque, espèrent toujours subjugué le pouvoir temporel au pouvoir spirituel.

Les états du Nord du Nigeria ont sonné le glas de l'idéal républicain des états modernes de l'Afrique noire. Puis suivront d'autres pays comme le Soudan, et tout le long de cette année, l'islamisation politique progressive de la Somalie déjà minée et dévastée par près de deux décennies de guerres civiles. Il est donc question in fine, de problème d'ordre pratique, inhérent à la construction d'une société égalitaire, organisée de façon à assurer la liberté et la sécurité des citoyens, mais surtout d'organiser les systèmes de production garantissant la pérennité des personnes et des biens de productions ? Que vient donc faire en amont, ces préoccupations métaphysiques et religieuses dans des contrées où la faim, la soif, bref l'indigence notoire, le règne de l'immanence et la précarité sont le lot quotidien des populations ?

Le défi des états modernes africains : la question du vivre ensemble.

Même pour les pays relativement calmes, à l'abri des guerres civiles, des contestations sociales de grandes envergures ayant une incidence sur l'économie, répondre aux exigences des états modernes n'est pas une sinécure. Vivre ensemble au-delà de nos différences, en permettant l'assomption citoyenne de la question de la vie bonne, permettre l'exercice des droits fondamentaux au cœur de systèmes oeuvrant pour une société égalitaire, la redistribution des biens etc., relève le plus souvent d'une gageure. Et pourtant, c'est à ce défi qu'ont acquiescé les états modernes. Cependant, la plupart du temps, depuis plus d'un demi siècle, l'Afrique noire ne peut s'en sortir sans l'aide de la communauté internationale. Notre indigence ne fait que s'accroître au fil des années, le fossé nous séparant du reste du monde devenant au jour le jour un gouffre dont le fond se dérobe à la vue et plonge dans un vertige fulgurant toute conscience qui ose en mesurer la profondeur. C'est à peine on s'accommode des exigences des nouveaux socles fédérateurs modernes, on n'est pas compétitif sur le marché international, ni au niveau de l'innovation technologique, nous avons du mal à répondre aux valeurs démocratiques, et aujourd'hui, une certaine peuplade se laisse berner par la fièvre intégriste ?!

Pour des êtres indigents que nous sommes, déterminer nos besoins et les enjeux qui nous interpellent réellement paraît

quand même être des tâches les plus simples. On ne peut pas se permettre le luxe de s'enliser dans des problèmes qui ne sont pas les nôtres, et de prendre part à une lutte opposant deux blocs, l'Occident et le monde arabo-musulman, une lutte qui nous dépossède si nous nous y engageons, et qui, à coup sûr, entacherait notre devenir. L'Occident a les yeux tournés vers l'avenir, la tête dans les étoiles. La colonisation de l'espace se dessine sans que nous ne manifestations un quelconque intérêt, le projet d'une alternative aux ressources énergétiques périssables semble ne pas nous concerner. Nous ne faisons que consommer, éternel spectateur d'un monde en pleine mutation. A l'aube des voyages galactiques, une partie de la population vit encore dans des habitations de fortune, à la merci de tous les maux et de toutes les calamités naturelles, victimes de la précarité, survivant plutôt que de vivre. L'union africaine est encore minée par des problèmes politiques et n'a pas le souci de développer un réel partenariat économique avec les dragons d'Asie ou de financer un projet conjoint dans le domaine de la communication en lançant le premier satellite africain, ou encore engager une politique africaine qui engagerait le continent à s'auto suffire sur les plans énergétiques par le contrôle de nos ressources, le développement des industries par un transfert graduel des technologies, ou encore assainir les politiques des états.

L'impossible ménage entre politique et religion

Les défis que notre existence nous pose sont d'ordre pratiques et à des questions aussi pratiques, ce n'est pas la religion qui constitue le paradigme efficient. D'abord l'exégèse intégriste du Coran est basée sur la logique du prélevement et ne se sert que des sourates qui l'arrangent en occultant d'autres versets contradictoires reposant sur des valeurs plus humanistes. Les plus grands théologiens islamistes se cassent eux-mêmes la dent quant à la consécration d'un verset ou d'une sourate comme ayant une valeur absolue sans l'avoir intégré dans tout le champ contextuel du Coran.

Cette exégèse d'ailleurs ne fait pas l'unanimité. La fraternité universelle tant louée et professée dans la doctrine des religions révélées est une fable que ne gobent que des imbéciles heureux. C'est un idéal assez noble que les hommes sont malheureusement incapables de matérialiser. C'est avec la Bible en main que les colons sont rentrés en Afrique. Aujourd'hui, non seulement ils ne prient plus eux-mêmes, mais surtout ils contrôlent nos ressources énergétiques et parfois même certains appareils étatiques avec la complicité de nos

Tout comme le père Noël, fonder un état moderne et sa gestion sur une seule confrérie religieuse est un pari risqué.

Conclusion

L'heure est venue pour que l'Afrique rompe avec ses incohérences et les luttes classiques. Politiquement, le fédéralisme reste l'ultime option à essayer pour amorcer un réel départ. Si la défunte OUA, le déjà moribond UA, et les structures régionales comme la CEDEAO sont restées impuissantes, il faudra faire l'économie d'une genèse impliquant toute l'Afrique. L'Union Européenne est née de l'embryon de trois pays que sont le BENELUX. Aujourd'hui ils sont vingt et sept pays à se réclamer de cet espace économique et politique. Les Etats-Unis ne font pas non plus exception à une genèse progressive. Faudra-t-il alors que des pays plus avisés de la mutation de l'agir politico-économique modernes fassent scission des structures stériles actuelles et amorcent la construction d'un espace économique et politique commun, capable et fécond pour intégrer ensuite d'autres pays candidats en imposant des normes à respecter ? La question n'est pas veine ? Au regard des pitretries politiques et des incohérences dont nous avons le secret, une alternative à la forme de l'union doit être pensée. Tout porte à croire que nous sommes programmés à répéter les faillites. Pourquoi faudra-t-il attendre que toute l'Afrique s'y mette ?

Kokou Roger Hounnou

Les priorités d'un Président de l'Afrique

Cinq défis majeurs doivent figurer sur la feuille de route d'un Président de l'Afrique :

1. Ré-organiser un processus de paix à partir de projets économiques acceptés par les belligérants et promouvoir la justice sociale ;
2. Mettre en place un processus démocratique et de « votation » permettant de faire émerger la voix des peuples africains sur la scène internationale comme une, indivisible et légitime ;
3. Proposer une véritable politique garantissant un avenir pour les populations africaines, fondée sur une croissance économique partagée et respectueuse de l'environnement ;
4. Réajuster les politiques de coopération inter-régionale pour retrouver un dynamisme nouveau entre, d'une part l'Afrique et d'autre part, les régions en développement comme l'Amérique latine ou l'Asie sans oublier les partenaires traditionnels ; et
5. Réorganiser la solidarité de la communauté culturelle africaine en assurant la réalité de la citoyenneté africaine avec la délivrance d'un passeport commun y compris aux membres de la Diaspora.

Cela ne pourra pas se faire sans une révision de l'acte constitutif de l'Union africaine. En effet, il s'agira de focaliser plus sur les interdépendances africaines et répondre à une question simple que se pose tout citoyen africain : que m'apporte l'Union africaine et les institutions sous-régionales au quotidien et en termes de sécurisation de l'avenir ? Sans l'introduction d'innovation institutionnelle doublée de personnalités innovantes, rien ne pourra démarrer en profondeur. De plus, l'Afrique doit reconnaître ses propres erreurs (passées et présentes) et s'assurer désormais de promouvoir ses capacités productives dans le cadre d'une économie agglomérée sans laquelle la création de richesses durable n'est que leurre.

Créer une Fondation de l'Unité africaine pour les ex-dirigeants africains

Le rôle des anciens chefs d'État ou anciens dirigeants devrait pouvoir aussi faire l'objet d'une proposition pour éviter qu'une des rares portes de sortie pour ces personnalités demeure les institutions de l'Union africaine. En effet, pourquoi ne pas penser à une Fondation de l'Unité africaine où les ex-dirigeants africains qui ne se sont pas affranchis de l'éthique et des droits humains, pourraient alors démontrer qu'ils ont toujours "voulu" travailler au service de leur population ? Ils pourront alors être chargés d'aller identifier et transférer les technologies et savoir-faire indispensables pour la mise à niveau du système productif africain à des fins de création d'emplois décents. Ils mériteront ainsi la confiance des Africains par leurs actes de bravoures tardifs.

Cela permettra éventuellement de trouver des vrais "avocats" africains pour assurer une stabilité énergétique en Afrique et veiller à construire les bases et fondements d'une économie pérenne en privilégiant des domaines comme l'accès à l'eau, l'énergie renouvelable, la biotechnologie, les technologies de la communication, les techniques de réduction de la pénibilité du travail, etc. Il va de soi que l'objectif est de promouvoir l'égalité des chances tout en suggérant des idées sur une organisation africaine de la protection et de la sécurité sociale. En effet, le blocage de l'Afrique s'opère de plus en plus souvent par le fait que les détenteurs du pouvoir ne souhaitent plus céder et faire jouer leur droit à la retraite... Du coup, la relève n'est pas préparée et semble parfois être considérée comme une "imposture" alors que c'est justement lors de ces transitions de générations que l'Afrique "avance" de manière

structurée et unie.

Un futur Président de l'Afrique ne peut faire l'économie d'oublier le positionnement médiatique des Africains. Il se doit d'offrir une autre image positive, non falsifiée, de l'Afrique. Là, il est question de revoir toute la stratégie d'accès au système de télécommunication, de satellite, de diffusion, de production et de circulation libre de l'information, avec en filigrane la liberté des médias et la libre promotion des cultures africaines. C'est vers une véritable diffusion et construction de l'image de l'Africain d'aujourd'hui et de demain à laquelle il va falloir s'atteler.

Vers un gouvernement de l'interdépendance africaine

Les chefs d'État africains ne sont pas très unis sur la question du transfert de certaines compétences nationales vers un gouvernement continental. Beaucoup pensent plus à promouvoir une union lâche de groupes d'États au niveau régional... Bref, c'est tout le débat sur le fédéralisme et la confédération à l'Africaine. Au niveau du modèle, l'Union européenne reste un exemple et les expériences africaines (Tanzanie, Nigeria, Afrique du sud...) restent bien limitées pour servir de modèle au plan continental. Néanmoins, les vieux principes d'allégeance à celui qui est plus âgé ne doivent pas se faire aux dépens de l'immobilisme ou des choix rétrogrades.



Trop nombreuses sont les préoccupations de préséances et d'allégeances diverses entre les décideurs à tel point que nul ne semble vraiment intéressé, ni redevable devant un citoyen africain pour avoir refusé de transférer un pouvoir au niveau continental. Il n'y a rien qui s'oppose à ce que les citoyens africains soient convoqués sur la base d'un référendum libre et sécurisé pour fixer les contours d'une délégation de pouvoir qui sans eux risque de ne pas voir le jour rapidement. D'autres parties du monde sont en train de réfléchir à l'expérience d'organisation continentale.

Eurafrique : fiction ou future réalité ?

Si l'Union européenne sert de modèle pour l'Afrique, si le mimétisme institutionnel se poursuit, si les Accords de partenariat économique remodelé avec un système productif qui permet à l'Afrique de mieux préparer sa capacité à assurer une compétition "équitable", alors la notion bien lointaine d'un espace Eurafrique n'est pas une hypothèse d'école. Il est possible alors de s'interroger par exemple sur comment les problèmes des migrations seront traités ? N'est-ce pas l'Afrique qui risque alors de voir un nombre impressionnant d'Européens migrer vers l'Afrique où se concentreront à terme l'essentiel de l'emploi car les ateliers mondiaux de production de masse sont actuellement l'apanage de l'Asie, mais d'ici 30-40 ans, l'Afrique offrira un cadre plus propice en termes d'environnement des affaires et les délocalisations risquent de se compter par milliers.

Pour que les Accords de partenariat économique (APE) de l'Union européenne ait des chances de trouver un consensus avec l'ensemble des groupes régionaux africains, il va falloir absolument revoir l'approche basée exclusivement sur les échanges commerciaux, par définition inégale pour organiser une montée en phase progressive d'un système productif et de distribution efficient à partir de l'Afrique et avec des Africains. Un système où l'essentiel des besoins des Africains sera couvert par les excédents des produits de l'Union européenne pose problème. Le NON de certaines institutions sous-régionales indépendantes en Afrique de l'est et australe à la mouture actuelle l'APE témoigne des appréhensions africaines. Il n'est plus question pour l'Afrique, même au niveau de régions, de servir comme économie tampon à des fins d'ajustements de la production excédentaire des pays du nord ou d'ailleurs.

Yves Ekoué Amaïzo

Afrology



LA CENSURE
ETANT TROP
IMPORTANTE
NOUS N'AVONS PU
VOUS MONTRER
LES IMAGES !!!

La censure est toujours de mise et s'accroît sur les blogs qui suscitent de plus en plus d'intérêt. C'est ce qu'indique la deuxième édition du rapport du Réseau arabe d'information sur les droits de la personne (Arabic Network for Human Rights Information,

HRInfo) sur l'Internet et la libre expression dans le monde arabe. L'enquête a porté sur 18 pays arabes dont 5 sur le continent africain.

La censure sur les inforoutes de l'information est toujours d'actualité dans les pays arabes africains, indique le deuxième rapport Réseau arabe d'information sur les droits de la personne (Arabic Network for Human Rights Information, HRInfo). L'étude passe donc en revue la situation de l'Algérie, de l'Égypte, de la Libye, du Maroc et de la Tunisie au regard de la liberté d'expression sur Internet. Dans tous ces pays, HRInfo constate, à l'instar de leurs 15 autres voisins arabes, une véritable culture de la censure à laquelle la Toile n'échappe pas, même si elle offre un plus important espace de liberté. Notamment aux blogueurs qui font de plus en plus les frais d'une régression de la liberté d'expression. Ces pays procèdent dans leur majorité à des arrestations d'internautes à l'exception du Maroc. La Tunisie s'impose ainsi comme le pays le plus répressif dans ce domaine. Paradoxalement, ce pays, tout comme l'Égypte, met un accent particulier sur le développement des nouvelles technologies et de l'Internet.

Afrology

L'Afrique en chiffres: Tunisie

	Population	Mortalité	Fécondité	Espér. vie
Monde	6.477 M	9/1000	2,7	H65 - F69
Afrique	906 M	15/1000	5,1	H51 - F53
Tunisie	10.0	6/1000	2,1	H71 - F75

Le nombre d'internautes tunisiens est estimé à 1, 148 millions et, comme souvent dans le monde arabe, ce sont les sites politiques qui sont l'objet de la censure et les journalistes et éditeurs qui les alimentent sont emprisonnés. Le drame des internautes de Zarzis, des jeunes gens arrêtés et torturés pour des comportements subversifs présumés, en est une illustration. Une réalité que n'admet pas le gouvernement tunisien qui se borne à affirmer que seuls les sites pornographiques et terroristes sont concernés par de telles mesures. Selon l'activiste Sihem Bin Sedrine, plus de 400 employés du ministère tunisien de la Communication ont pour mission de contrôler tous les échanges des Tunisiens sur le Net. Ainsi le blogueur Sami Ben Gharbia est à l'origine du premier exil électronique. Ne pouvant créer un blog dans son pays, il a été obligé de s'adresser à un service de blogs égyptiens. Bien que l'Égypte ne soit pas, non plus, un saint en matière de censure.

Le mauvais élève tunisien et le modèle marocain

Il y a 5,3 millions d'internautes égyptiens, et bloquer des sites sans se justifier est une spécialité au pays des pharaons. Les

principales victimes sont encore les formations politiques et les activistes. Les autorités égyptiennes censurent également les journaux. Ce fut le cas en 2000 du journal du parti travailliste, Al-Sha'ab. Quant aux blogs, le dernier cas en date est celui d'un étudiant de 22 ans, connu sous le pseudonyme de Ka-reem Amer, en novembre 2006. Les lois régissant la presse, comme dans la plupart des cas, ont été appliquées pour lui « rendre justice ». Il sera incarcéré pendant 19 jours au total pour avoir osé exprimer ses opinions.

En ce qui concerne la Libye, qui compte environ un million d'internautes (le chiffre date de 2003), elle n'a pas de politique particulière en matière de censure, ni même en terme de développement de l'infrastructure. Mais l'Etat s'emploie systématiquement à censurer les partis politiques d'opposition. Dans ce lot de mauvais élèves, l'Algérie et surtout le Maroc pourraient faire figure de havres de paix pour Internaute arabes. L'Algérie, avec ses 3 millions d'internautes, garantit une certaine liberté d'expression sur le Net à ses utilisateurs. Le rapport estime que cette situation serait due au fait que le médium est encore peu développé. Cette liberté d'action pour les amoureux de la Toile se retrouve également au Maroc, où, par contre, l'usage de l'Internet fait de plus en plus partie des habitudes. Un internaute - le pays en compte plus d'un million - est quasiment certain de ne pas être inquiété s'il ne s'en prend ni à son cher souverain, ni a des sujets qui fâchent comme le Sahara Occidental que les autorités marocaines considèrent comme faisant partie intégrante de leur territoire.

Hélène Bailly - Afrik.com



Après Reporters Sans Frontières puis Amnesty International, c'est au tour de l'organisation Human Rights Watch de critiquer le comportement de Google, Yahoo et Microsoft. Celle-ci reproche explicitement à ces géants du Web d'aller dans le sens du gouvernement censeur, et même de faire des excès de zèle. L'organisation souligne le paradoxe de ces firmes complices d'un gouvernement censeur, et dont l'existence est étroitement liée à la liberté d'expression.

Annonces - Agenda avec Africinfo

20 au 26/01/2007 - Cameroun: Festival Africain de Télévision (FESTEL)

20 au 25-01-2007 - Kenya: Forum du Monde Social en Poésie et Film.

17-06 à 31-03-2007 - Mali: exposition - L'ART DU SO-GOBO : Masques et marionnettes du Mali.

Liens

Informations: <http://www.afrik.com>
 Bénin: <http://www.larraignee.org>
 Musée d'Abomey: <http://www.epa-prema.net>
 ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique)<http://www.adeanet.org>



Think Tank Afrology

Yves Ekoué Amaïzo - Médard Amévi Atiopou - Gustav Ablam Ahadjji - Roger Kokou Hounnou - Spero Noviti Houmey
 Urbain Aniwouvi Atchon - Noël Kodja...



Siège : Bruxelles - Contact: webmaster@afrology.com - Internet : <http://www.afrology.com>